

Séminaire du 8 octobre 2013

L'énergie, un enjeu crucial pour l'Europe et les pays méditerranéens

Jean-Pierre Hauet

Pendant des siècles, la Méditerranée, berceau des civilisations, a été au centre d'échanges commerciaux et culturels particulièrement intenses, que ce soit du temps des Phéniciens, des Grecs, des Romains, de l'empire Byzantin, de la domination arabe, de la République de Venise ou de l'empire Ottoman... on s'échangeait tout en Méditerranée.

Mais avec l'ouverture à grande échelle du trafic océanique, le commerce en Méditerranée a commencé à décliner. L'empire ottoman s'est effrité et les nations de la façade océanique de l'Europe ont tiré davantage parti du commerce transatlantique.

A partir du XIX^e siècle, les états du Nord, devenus nettement plus puissants, ont commencé à coloniser le pourtour Sud de la Méditerranée, qu'il s'agisse de la France, de la Grande Bretagne ou de l'Italie. Les rapports commerciaux qui s'en sont suivis ont pris un tour particulier, fortement bilatéral, qui a fait perdre encore davantage à Méditerranée ce caractère de vaste bassin d'échanges qu'elle avait jadis.

Depuis lors et pendant des décennies la Méditerranée a regardé « passer les trains » ou plutôt les vastes convois acheminant le pétrole depuis les pays producteurs vers les pays consommateurs ou les gazoducs sillonnant la Méditerranée.

Mais depuis environ 10 ans, la scène énergétique s'anime à nouveau en Méditerranée avec au moins trois grands champs de manœuvre dont il est intéressant d'essayer de comprendre les tenants et d'anticiper les aboutissants.

Energies renouvelables

Le premier théâtre d'opérations est celui des **énergies renouvelables** (éolien, solaire à concentration, photovoltaïque) qui s'est

caractérisé par le lancement de grandes initiatives du type *Desertec*, fondées sur l'idée que le progrès technique dans les lignes de transport à courant continu permettrait de tirer parti de la complémentarité entre les besoins en électricité des pays du Nord et les disponibilités en espace et en soleil des pays du Sud. On parlait alors de 400 M€ d'investissements et de la satisfaction de 15 % des besoins européens en électricité.

Aujourd'hui le projet *Desertec* est plutôt en berne, du fait notamment du retrait début 2013 de grands acteurs industriels, *Siemens* et *Bosch*, et du désaccord consommé en juillet 2013 entre la fondation *Desertec* et son bras armé industriel la *Desertec Industrial Initiative (Dii)*. La Dii poursuit ses ambitions d'intégration des réseaux européens, nord-africains et moyen-orientaux, cependant que la Fondation *Desertec* semble à présent privilégier les initiatives bilatérales au Cameroun, au Sénégal et en Arabie Saoudite.

L'initiative *Medgrid*, née de l'Union pour la Méditerranée, se poursuit par contre avec des ambitions plus modestes mais plus réalistes visant à développer de façon progressive un certain nombre d'interconnexions Nord-Sud afin de tirer parti des synergies existant entre les réseaux.

Gaz et pétrole

Le **deuxième théâtre d'opérations** est plus récent : il a trait à la découverte à partir de 2009, de **ressources pétrolières et gazières en off shore profond**, dans le bassin levantin en Méditerranée Est. Israël est le premier à avoir fait état de découvertes importantes sur les gisements de Dalit, Tamar et plus récemment de Léviathan. Ce dernier gisement, localisé sous la couche de sels messinienne, semble très important et entrera en production en

2016. Des forages sont en cours afin d'aller explorer les couches encore plus profondes qui pourraient contenir du pétrole.

Chypre (Aphrodite – 2011) a également trouvé des réserves apparemment considérables de gaz, toujours dans le même thème géologique qui était resté largement inexploré jusqu'à présent. La Grèce espère également pouvoir bénéficier un jour de la manne pétrolière. Un « triangle de l'énergie » s'est ainsi formé, dont Chypre est le hub et dont les ressources, selon la compagnie américaine opératrice Noble, pourraient alimenter l'Europe en gaz pendant 20 ans, en attendant le pétrole. Chypre, la Grèce et Israël ont reconnu leurs zones économiques exclusives en Méditerranée et le 8 août 2013 ont signé un mémorandum sur l'énergie qualifié d'historique, incluant notamment la construction d'une usine de GNL à Limassol et réalisation d'un câble de 2 000 MW entre Chypre et Israël.

Chaque partenaires à cet accord y trouve son avantage et on comprend notamment le bénéfice économique qu'une nation en situation économique difficile comme la Grèce pourrait tirer de ressources ainsi venues du « ciel ». Mais si d'un côté l'heure est à la coopération, de l'autre les nations voisines s'émeuvent. L'Égypte, le Liban, la Turquie protestent contre la spoliation dont elles seraient victimes et n'oublions pas la Syrie qui peut également revendiquer des droits sur une partie du bassin.

Les grandes puissances sont en embuscade : les USA, par le canal d'Hilary Clinton (Bill Clinton étant l'un des lobbyistes de Noble) sont venus manifester leur soutien à la Grèce mais la Russie veille, soucieuse de préserver ses intérêts économiques et stratégiques.

Il faut aussi considérer que la couche de sel messinienne, qui s'est formée il y a quelques cinq millions d'années alors que la Méditerranée était devenue un gigantesque marais salant, est répartie sur trois grandes plaines abyssales : le bassin du Levant à l'est, le bassin ionien au centre et le bassin algéro-provençal à l'Ouest. Le gaz a été trouvé à l'Est ; l'Italie a annoncé de nouvelles

découvertes de pétrole en Basilicate, à la pointe Sud. A quand des découvertes à l'Ouest ?

N'oublions pas que la Méditerranée était jusqu'à présent une mer profonde peu accessible à l'exploration pétrolière. Les temps ont changé et la technique permet d'explorer à plus de 6 000 mètres sous 2 000 mètres d'eau. La Méditerranée sera-t-elle un nouveau golfe du Mexique ? A quel prix pour l'environnement ? Les découvertes de gaz et peut-être de pétrole seront-elles un le catalyseur d'un développement concerté et de la renaissance des pays riverains ou au contraire le détonateur de nouveaux conflits ?

Gaz de schiste

Le **troisième théâtre d'opérations** est encore plus récent et a trait à la prospection et à la mise en valeur éventuelle des **gaz de schiste**. La Turquie a donné le signal du départ en commençant tout récemment les opérations de fracture hydraulique dans les zones les plus prometteuses de Thrace et d'Anatolie. L'Association turque des géologues du pétrole estime les réserves possibles à 1 800 Md m³ soit 40 ans de consommation domestique.

L'Ukraine, dont un œil regarde vers l'Europe et l'autre vers la Russie, est aussi en première ligne. Son gouvernement vient de donner son aval à un accord de partage de production, en cas de découverte avérée, avec la compagnie américaine Chevron. D'autres pays commencent également à miser sur le gaz de schiste : l'Espagne et le Maroc (modestement), l'Algérie, la Libye.

Ces ressources pourraient venir se joindre aux ressources en gaz et en pétrole conventionnels et ce faisant, permettre de faire face à l'épuisement de certaines ressources (Algérie) et de se libérer de la dépendance trop forte vis-à-vis de la Russie.

Bien entendu l'avenir est semé d'embûches. Les pays nouvellement dotés sauront-ils éviter le syndrome hollandais dans la gestion de leurs ressources nouvelles ? Sera-t-il possible de trouver un compromis acceptable avec ceux qui, au nom de la sauvegarde de

l'environnement, estiment que les ressources fossiles devraient rester en terre ? Mais après tout, à l'instar de ce que l'on constate en France à propos de l'affectation de la rente nucléaire, peut-être les énergies fossiles serviront-elles de faire-valoir et d'instrument de financement aux énergies alternatives, en permettant de les financer et de compenser leur intermittence, avec comme résultat un bouquet énergétique dont le coût économique resterait acceptable.